



Déclaration de l'OCML Voie Proletarienne
Le 05 novembre 2013

La révolte des travailleurs bretons, c'est celle de nous tous !

Frappés par les licenciements, aux abattoirs GAD et dans les autres entreprises agroalimentaires, aux usines PSA de Rennes, à celles d'Alcatel Lucent, les travailleurs bretons ont toutes les raisons de se révolter et de se dresser contre la politique du gouvernement actuel, en rien différente de celle de ses prédécesseurs. Ils ont toutes les raisons de le faire, comme les ouvriers de PSA Aulnay l'ont fait pendant des mois. Comme d'autres l'ont fait et le feront encore. La manifestation de Quimper a été massive, à dominante populaire, sinon ouvrière.

Ils ont raison de vouloir vivre en Bretagne, comme les sidérurgistes lorrains voulaient vivre en Lorraine de leur travail, comme les ouvriers d'Aulnay le voulaient dans le 93, et ceux de Fralib en Provence. Non par immobilisme, non pas par chauvinisme régional ou départemental, mais parce que les exploités ne veulent pas être des pions que le capital bouge et déplace en fonction de ses intérêts ou réduit au chômage pour les mêmes raisons. Ils ne veulent pas soumettre leur vie, leurs relations sociales, leurs intérêts d'hommes et de femmes, à la dictature économique du capital, à la logique infernale de la concurrence capitaliste. Car si l'éco-taxe a fait déborder un vase, il était plein de ce qui frappe tous les travailleurs : travail plus dur, chômage, précarité, santé et éducation plus incertaines, cadeaux faits aux entreprises et charges nouvelles sur les travailleurs. Ce qui avait rempli le vase, ce n'est pas une mesure fiscale frappant d'abord les entreprises, mais la logique de cette société d'exploitation.

Les travailleurs de Bretagne ont raison de se révolter, mais ils doivent diriger leur révolte selon leurs intérêts de classe et pas se mettre à la remorque des patrons petits ou plus gros qui les lâcheront lorsqu'ils auront obtenu ce qu'ils veulent. Si le MEDEF local appelait à manifester contre l'éco-taxe, ce n'est pas par souci de l'emploi ouvrier, mais parce que sans exploités (ouvriers), il n'y a pas de profit. C'est encore et surtout pour obtenir une baisse des « charges », comme le MEDEF national qui fait campagne contre les coûts salariaux trop élevés, les impôts et les taxes qui les « pénalisent » dans la concurrence. Ce même MEDEF a-t-il dénoncé l'augmentation du taux de TVA qui frappe d'abord les travailleurs qui consomment tout ce qu'ils gagnent? A-t-il dénoncé l'augmentation régulière du taux de la CSG depuis sa création par Rocard, qui rapporte bien plus que l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés? S'est-il dressé contre la non révision des seuils d'impositions qui fait qu'aujourd'hui des travailleurs pauvres paient des impôts? Non et pour cause, les intérêts des patrons n'en sont pas touchés.

Les patrons et le MEDEF, l'UMP et le PS qui s'insurgent lorsque les Contis ont un coup de colère dans une sous-préfecture, lorsque les Goodyear bloquent le siège de leur société, ne trouvent rien à redire à ce qu'un patron envahisse avec « ses » ouvriers la sous-préfecture de Morlaix. Si les travailleurs ne savent pas toujours reconnaître où sont leurs intérêts et

croient aux boniments de leurs exploiters, ces derniers savent très bien défendre leurs intérêts de classe. Et l'Etat bourgeois s'est toujours montré plus tolérant envers la violence des petits patrons ou des paysans, souvent bien plus forte que celle des travailleurs, qu'envers celle des ouvriers et des exploités. N'ont-ils pas refusé l'amnistie des syndicalistes condamnés pour avoir défendu avec force les intérêts de leur classe ? La grande bourgeoisie sait toujours reconnaître ceux qui, parce que propriétaires, seront toujours en fin de compte de son côté, contre les ouvriers révolutionnaires.

Dans leur lutte, les ouvriers ne doivent pas craindre de se voir rejoindre par des paysans, des artisans, d'autres travailleurs non exploités. Mais ils doivent imposer le sens et la direction de leur combat, pas se rallier à celui des autres classes.

Incontestablement, la solidarité bretonne a été le ciment de la lutte et de la révolte. Et le souvenir des bonnets rouges de la fin du XVIIe siècle a été un signe de ralliement. Mais il y a une différence de taille entre cette révolte et celle d'aujourd'hui. Sous l'ancien régime, les classes dirigeantes, noblesse et clergé, n'étaient pas soumis à l'impôt et seul le peuple le supportait. La révolte contre la taxe de Louis XIV, forte en Bretagne, était une révolte populaire qui touchait toutes les régions. La révolte d'aujourd'hui contre l'éco-taxa n'est pas une révolte des exploités pour leurs propres intérêts.

MEDEF, UMP, et PS n'ont guère à craindre d'une révolte arborant le drapeau blanc et noir de la Bretagne, si celui-ci empêche de déployer celui des exploités, le drapeau rouge. Face aux attaques du capital contre tous les exploités de France et d'ailleurs, il n'y a pas des ouvriers bretons, des ouvriers picards, ou provençaux et du 93, pas plus qu'il n'y a des ouvriers de France et des ouvriers d'Europe ou du Monde. Il y a que des exploités, face à un même ennemi, porteurs des mêmes intérêts, même s'il est légitime que chacun puisse être attaché à vivre dans son pays, avec sa culture et sa langue. Mais ces attachements ne doivent pas porter à s'allier avec leurs exploiters locaux, ou nationaux, alors que c'est l'union de tous les prolétaires, contre nos ennemis communs, qui nous permettra de conquérir contre eux, le pouvoir politique et économique, condition pour vivre collectivement selon nos aspirations, sans exploitation.

Ouvriers, employés, paysans, travailleurs, le problème qui nous unit, ce n'est pas la lutte contre une taxe de plus, ce n'est pas la défense de l'économie de notre région, ou de notre pays. C'est la lutte contre le capitalisme petit ou gros qui nous exploite et licencie !

**Nous voulons travailler tous,
moins, autrement.**

Nous voulons vivre !